

**AU SOMMAIRE****Sur une col'**

- 1 L'ONUCI en action
- 2 L'ONUCI face à la presse
- 3 Sensibilisation
- 4 Messages de paix
- 5 Situation post-crise
- 6 Portrait
- 7 L'image de la semaine
- 8 Sur ONUCI FM...

**Sur une col'**

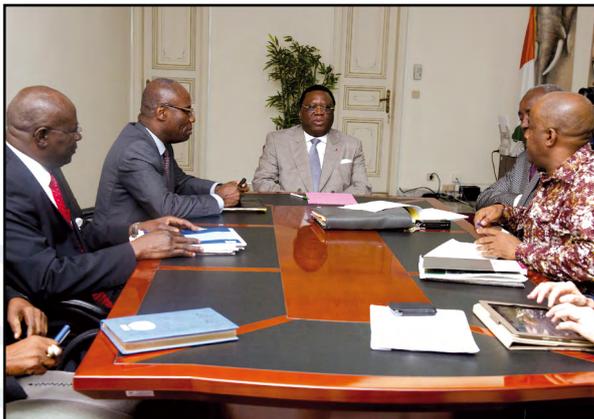
Comment relancer le dialogue local, régional et national ? question que se posent les différents partenaires de la Côte d'Ivoire en cette période de sortie de crise et parmi eux, l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI). Les premiers responsables de l'institution onusienne organisent des rencontres multiformes avec tous les acteurs de la vie socio-politico-économique en Côte d'Ivoire pour un dialogue inclusif et durable. La Commission Dialogue Vérité et Réconciliation (CDVR) a de son côté repris ses entretiens avec les différents partis politiques pour relancer le dialogue républicain en Côte d'Ivoire, incontournable pour que ce pays puisse tourner la page à plus d'une décennie de crise, exacerbée par la crise postélectorale. D'autres groupements comme les associations et les communautés religieuses sont également concernés par cette entreprise en vue de régler ce qui apparaît comme un frein à la baisse de la tension. La Côte d'Ivoire en dépit des soubresauts de ces dernières semaines, demeure une destination prisée par les hommes d'affaires et surtout par les institutions internationales. La première visite à l'étranger effectuée par le Président de la Banque Mondiale, M. Jim Yong Kim, est un message fort à l'endroit des autorités ivoiriennes et des populations. C'est la marque d'une attention pour un pays qui sort de fragilité et de conflit. Cela met également une pression supplémentaire sur les autorités ivoiriennes pour les questions de santé, d'éducation, d'emploi en particulier celui des jeunes, des routes et de la justice. Le patron de la Banque mondiale a tenu par cette présence au bord de la lagune Ebrié à rassurer les autorités, les citoyens de Côte d'Ivoire de la volonté de la de l'institution financière d'accompagner leur pays vers le développement. Avant de rejoindre l'Afrique du Sud, deuxième étape de sa tournée en Afrique,

M. Jim Yong Kim a en quelques mots confié à la presse que la Côte d'Ivoire doit engager le dialogue politique, tourner le dos aux divergences et amorcer son développement économique. En sus, l'adage dit qu'il faut reculer pour mieux sauter. Cela se vérifie à chaque fois que l'objectif à atteindre commande de reculer pour prendre un bel élan et faire un bond qualitatif afin de surmonter un obstacle. Au regard de ce qui se passe à l'ouest de la Côte d'Ivoire, avec la récurrence des difficultés foncières, sécuritaires, humanitaires, on peut se demander à quoi rime cette répétition des deux pas en avant et trois pas en arrière à laquelle assistent les populations impuissantes ? Au risque de ghettoïser l'ouest ivoirien et d'en stigmatiser les populations, il est crucial de continuer à montrer l'évolution de la situation. Même si les efforts multiples et multiformes des acteurs sur le terrain - communautés, autorités, partenaires au développement et forces impartiales - sont en deçà de l'envergure souhaitée, même si certains pessimistes ont tendance à les assimiler à une goutte d'eau dans un océan de problèmes, il est indéniable que la gestion des problématiques de cette région du pays constitue aujourd'hui encore plus qu'hier, une priorité, une urgence inscrite à l'ordre du jour des différents agendas de la société civile, des autorités, des partenaires au développement et de la communauté internationale. Continuer de soutenir cette attention, maintenir l'intérêt collectif, ramener à la surface des questions difficiles et centrales, faire connaître les avancées, aussi minimes soient-elles, sont autant de raisons d'espérer une paix patiemment et profondément reconstruite à l'ouest. Partant, sur le plan national. Les derniers signaux envoyés par les différents partis politiques sont encourageants à plus d'un titre et ces efforts doivent être encouragés, soutenus pour qu'ils portent leur fruit.

# 1 L'ONUCI en action

## • L'ONUCI ET LA CEI FONT LE POINT SUR LE PROCESSUS ELECTORAL

Le Représentant spécial adjoint, M. Arnaud Akodjénou a eu, le mardi 4 septembre, une séance de travail technique avec le Président de la Commission électorale indépendante (CEI), M Youssouf Bakayoko. Cette réunion s'est tenue au siège de l'institution électorale. Les échanges ont porté sur les questions suivantes: les modalités de la reprise des élections législatives partielles à Bonon et à Facobly; l'organisation des élections en vue de pourvoir les postes rendus vacants par les décès des députés récemment élus; ainsi que les



modalités d'organisation des prochaines élections locales. Cette réunion de travail que le Représentant spécial adjoint a d'ailleurs qualifiée de constructive. A noter que c'est la deuxième rencontre entre le Président de la CEI et la hiérarchie de l'ONUCI en moins d'un mois. Le 16 août dernier, en effet, le Représentant spécial, M. Bert Koenders avait échangé avec le M. Bakayoko sur les questions électorales, et ce, afin d'explorer les domaines dans

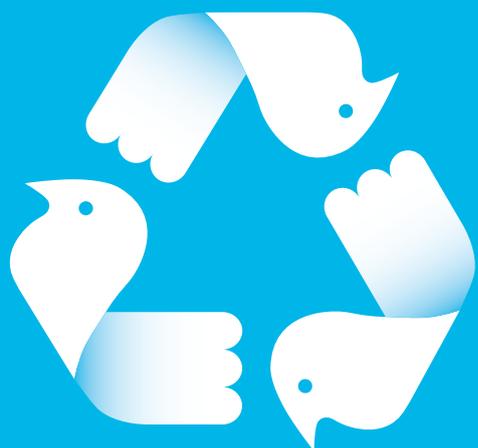
lesquels l'ONUCI pourrait assister la CEI dans l'organisation des prochaines étapes du processus électoral en Côte d'Ivoire.

## • LE NUMERO 2 DE L'ONUCI RENCONTRE LE PRESIDENT DU COSIM

Le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations Unies (RSASG) pour la Côte d'Ivoire, Antoine Arnaud Akodjénou a rencontré, ce vendredi, le Président du Conseil Supérieur des Imams (COSIM) Boikari Fofana. Au terme de cet entretien, le numéro 2 de l'ONUCI a déclaré à la presse que l'Imam Fofana et lui ont fait le tour des questions touchant à l'actualité sociopolitique de la Côte d'Ivoire. « Nous avons échangé sur la base des événements récents en Côte d'Ivoire. Avec lui nous avons retenu la nécessité de faire tout ce qui est en notre pouvoir pour soutenir les autorités et pour aider les acteurs politiques à renouer avec le dialogue » a déclaré M. Akodjénou. Selon l'Imam Boikari Fofana, le pays ne peut pas avancer sans la paix. « Nous comprenons la fermeté du gouvernement. Nous comptons œuvrer en tant que religieux pour ame-



ner les fils de ce pays à aller ensemble à la paix » a indiqué le guide religieux.



JOURNÉE INTERNATIONALE  
DE LA PAIX  
21 SEPTEMBRE

[www.un.org/events/peaceday](http://www.un.org/events/peaceday)

UNE PAIX  
DURABLE  
POUR UN  
FUTUR  
DURABLE



## • L'ONUCI APPORTE UN APPUI MULTIFORME A L'ORGANISATION DE LA FINALE D'UN TOURNOI DE FOOTBALL POUR LA PAIX ET LA RECONCILIATION A BOUAKE

Le bataillon pakistanais de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) basé à Bouaké a apporté un soutien logistique, matériel et médical lors de la finale du tournoi de football inter villageois, samedi 1er septembre 2012 dans cette ville. Placé sous le thème de la paix et de la réconciliation, ce tournoi a mis en compétition huit villages. L'objectif des organisateurs était d'occuper les jeunes durant les vacances afin de les détourner de certains comportements et renforcer leur cohésion. « Par ce geste, nous avons répondu à la sollicitation du chef du village et de la jeunesse de Kouadio-Assekro qui nous ont demandé de les assister à l'organisation de cette rencontre sportive. Nous estimons que cela prouve le niveau d'entente et de collaboration qui existe entre l'ONUCI et la population que nous comptons renforcer » a souligné le commandant du secteur Est de la Force, le Général de brigade Muhammad Youssaf. Ses hommes ont rénové le terrain de football de Kouadio-Assekro que les récentes pluies diluviennes avaient rendu inutilisable, assuré la sécurisation du site de la manifestation et la couverture médicale, la mise à la disposition de divers gadgets, maillots et mis en jeu le trophée. Plusieurs autorités administratives, coutumières et militaires de la ville ont assisté à cette acti-

tivité sportive, confirmant leur engagement total pour le renforcement de la cohésion sociale dans leur différente localité. Pour l'histoire, l'équipe du village de Kouadio-Assekro a remporté ce tournoi en dominant la formation



de Bobo sur un score de 4 buts à 1. Pour sceller l'entente entre ces villages et l'ONUCI, un match de football se déroulera dans les plus brefs délais, entre une équipe du bataillon pakistanais et celle des populations locales à la demande de la jeunesse locale.

## 2 L'ONUCI face à la presse :

*L'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire a organisé son point de presse hebdomadaire jeudi 6 septembre 2012 à son siège à l'ex-hôtel Sebroko. Il a été animé par le Porte Parole de l'institution, Mme Sylvie Van Den Wildenberg. Extraits.*

### Appui au processus de paix

- Permettez-moi de commencer cette conférence de presse par un mot sur le processus politique national: L'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) accueille favorablement les concertations en cours entre les acteurs ivoiriens visant à relancer le dialogue républicain, comme demandé par le Conseil de sécurité des Nations Unies, dans sa dernière résolution sur la Côte d'Ivoire, adoptée le 26 juillet dernier (Résolution 2062). Le Représentant spécial se tient prêt à soutenir toute action constructive s'inscrivant dans cette dynamique.



semé la panique au sein des populations en fin de week-end et en début de semaine. Dans ce contexte, les Casques bleus de MORBATT (ndlr bataillon marocain) et la police des Nations Unies ont renforcé leur vigilance et leur dispositif de sécurité et de patrouilles dans la zone afin de rassurer les populations de Toulepleu et de ses environs.

- Les équipes civiles et militaires et de police de l'ONUCI maintiennent un contact permanent avec les popu-

lations, les autorités et les Forces de l'ordre ivoiriennes pour anticiper tout événement pouvant menacer la sécurité des personnes et de leurs biens

### Situation sécuritaire

- La semaine écoulée a notamment été caractérisée par la persistance de rumeurs d'attaques sur le territoire national et en particulier dans les régions de l'Ouest et du Sud du pays. Ce fut notamment le cas dans la zone de Toulepleu ou des rumeurs de menaces d'attaques ont

### Appui de la Force sur le plan social

- A noter également au titre des activités de la composante militaire de l'ONUCI, la poursuite, cette semaine des travaux de réhabilitation de l'axe Tai-Sakre-Zriglo, entrepris par le Génie militaire du contingent pakistanais.

A ce jour quelque 24 kms sur le total de 35 que compte l'axe ont été réhabilités, afin de desservir les localités de la région et de rendre plus accessible les villages et contrées de l'Ouest Ivoirien, pour les organisations humanitaires. Pour conclure ce compte rendu des activités de la Force, je voudrais également vous informer que les Casques bleus de l'ONUCI, cette semaine, ont offert 2495 médicales gratuites sur l'ensemble du territoire et distribué 46 500 litres d'eau potable

- La Force et la composante de la police de la Mission ont mené près de 1900 patrouilles terrestres et aériennes ces sept derniers jours. Cette croissance des patrouilles s'est effectuée sur plan des effectifs et sur le plan logistique

## Sensibilisation

- S'agissant des activités de sensibilisation de la Mission, l'ONUCI poursuit ses activités sur le terrain qui visent à créer des plateformes d'échanges rassemblant les populations et divers acteurs de la société dans leur diversité, sur des thèmes tels que la promotion de la cohésion sociale et la réconciliation. A noter que la fin de la semaine dernière a été marquée par la tenue, à Grand Lahou des Journées des Nations Unies, qui se sont traduites par trois jours d'échanges fructueux entre la famille des Nations Unies, les populations, les autorités, civiles, les forces de sécurité, les chefs traditionnels et les media ».

## 3 Sensibilisation :

### • Les Droits de l'homme au service de la reconstruction de la Côte d'Ivoire

L'atelier organisé par la Division des Droits de l'homme de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire, le ministère ivoirien des Droits de l'homme et des libertés publiques et la Commission Nationale de la Francophonie les 6 et 7 septembre 2012 à l'intention des forces militaires et paramilitaires en droits de l'homme à l'hôtel des Parlementaires de Yamoussoukro a permis à la soixantaine de participants de s'imprégner des notions de droits de façon à les mettre en application, au quotidien, dans l'exercice de leur fonction. Issus de la Police, de la Gendarmerie, de la Marine, des Douanes, des Eaux et Forêts et des différentes unités de l'Armée ivoiriennes devraient acquérir de nouvelles connaissances et/ou consolider les acquis concernant les instruments juridiques nationaux, régionaux et internationaux sur cette thématique. Lors de la cérémonie d'ouverture le 6 septembre, la question de la responsabilité des forces de défense et de sécurité en matière de protection des droits de l'homme et de l'impact de leur non respect a été abordée par M. Eugène Nindorera, Chef de la Division des Droits de l'homme de l'ONUCI, représentant par ailleurs le Haut Commissaire des Droits de l'homme. Pour lui : « la situation des droits de l'homme, c'est aussi et d'abord la responsabilité du gouvernement et des agents des forces de défense et de sécurité. Vous avez donc une responsabilité première dans la promotion et la protection des Droits de l'homme » à-t-il dit aux « apprenants ». M. Koffi Kossou et M. Bako Jean Frictieux, au nom des ministères de la Culture et de la Francophonie et du ministère des Droits de l'homme et des libertés ont rappelé que l'enjeu

d'une telle formation était important car elle intervient dans un contexte de reconstruction et de réconciliation post crise. Ils ont également exhorté les participants à prendre toute la mesure du rôle qui leur incombe dans le domaine du respect des droits sacrés de la personne humaine. Avant de leur demander de jouer pleinement



leur rôle dans la protection et la promotion des droits de la personne humaine. A la fin de cette formation, ils seront mieux outillés sur les mécanismes de protection et promotion des droits de l'homme, sur l'éthique et la déontologie mais surtout sur l'impact du non respect des droits de l'homme sur une nation en reconstruction comme l'est la Côte d'Ivoire.



Faites entendre votre voix



## • Etats Généraux de la presse ivoirienne se tiennent à Yamoussoukro 30 au 31 août 2012 pour un nouveau départ

Comment rendre la presse plus performance, indépendante ? Comment faire en sorte que les journalistes travaillent dans de meilleures conditions socio-économique? Des débuts de réponses sont issus des Etats généraux de la presse qui se sont déroulés du jeudi 30 au vendredi 31 août à Yamoussoukro sous l'égide du Ministère ivoirien de la Communication en collaboration avec les associations professionnelles du secteur. L'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire, ONUCI a pris part à ces assises en qualité d'observateur. Les travaux visaient un double objectif : établir un diagnostic des pratiques professionnelles du journalisme en Côte d'Ivoire et définir les conditions de l'émergence d'une presse professionnelle et indépendante, respectueuse des règles de déontologie et d'éthique. Durant les travaux en commission comme en plénière, les discussions ont porté sur les réponses idoines à apporter aux insuffisances relevées dans la pratique du journalisme en Côte d'Ivoire, notamment à travers une réforme du régime juridique de la presse ainsi que l'amélioration de l'environnement économique et social de la profession. Au terme des échanges, plusieurs recommandations ont été dégagées en vue de redonner à la profession de journalisme ses lettres de noblesse. Ces recommandations étaient destinées, notamment, au ministère tutelle, aux organes de régulation et d'autorégulation ainsi qu'aux associations professionnelles. Elles préconisent, entre autres :

1. La révision de la loi 2004-643 du 14 décembre 2004, en vue de l'adapter à l'environnement de la presse en constante mutation.
2. L'application de la loi 2004-643 du 14 décembre 2004 dans tous ses termes, cela en attendant l'effectivité de la révision de cette loi.
3. L'appropriation par les journalistes du nouveau code de déontologie et le respect scrupuleux de ses dispositions.



tions.

4. L'harmonisation des programmes de formation et des contenus pédagogiques de la formation des journalistes professionnels et le renforcement des capacités des structures publiques en charge de la formation du journaliste professionnel.
5. La création de conditions propices à garantir une pratique professionnelle du journalisme dans les rédactions.
6. La prise en compte de l'entreprise de presse numérique par le régulateur et l'autorégulateur.
7. L'adoption des mesures visant à garantir la sécurité des journalistes et des entreprises de presse.
8. Des actions de sensibilisation, d'information et d'éducation du public aux médias sur les dispositions/mécanismes juridiques de protection de ses droits et les réparations auxquelles il a droit s'il est victime de préjudices causés par la presse.

Les participants ont salué l'engagement du ministère tutelle de mettre sur pied un comité de suivi et d'évaluation chargé d'assurer la mise en œuvre effective de ces différentes mesures.

## • Les élus et cadres de Oumé mettent en œuvre les résolutions issues du séminaire de l'ONUCI à Gagnoa

La plate forme des Elus et Cadres du département de Oumé, pour la cohésion sociale, la réconciliation nationale et le développement a été mise sur pied samedi 1er Septembre 2012, dans la salle des conférences de la préfecture de Oumé en présence des membres du corps préfectoral de ce département et de nombreux participants. Cette plate forme est la réponse à un besoin et une volonté pressante exprimée comme recommandation par les Elus et Cadres de la région du Gôh, à l'occasion du séminaire organisé par l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) les 29 et 30 mai 2012 à Gagnoa, sur le thème « le rôle des Elus et Cadres de la région du Gôh pour la promotion de la culture de la paix, de la réconciliation nationale et de la cohésion sociale ».Après ceux de Gagnoa (06 juillet 2012), les Elus et Cadres du département de Oumé viennent de créer un cadre formel chapeauté par l'autorité préfectorale, pour s'approprier le processus de paix, apporter leur contribution à la réconciliation nationale et au développement de leur localité.M.Any Zoboué Jean-Baptiste, cadre du département à été désigné par consensus pour présider aux destinées de cette plate forme. « C'est la toute première fois depuis l'année 2000,



c'est-à-dire 12 ans après, qu'une telle rencontre a lieu entre les cadres de cette localité» a confirmé M. Douabou Bi Boussou, Vice-président du Conseil Général visiblement heureux. Le Secrétaire Général de Préfecture M. Labé Dogbo François qui représentait le Préfet du département de Oumé, a rassuré tous les participants et les membres de la plate forme du soutien sans faille du corps préfectoral. Une appropriation régionale du processus de sortie de crise à encourager.

## • L'ONUCI échange avec les leaders d'opinion sur leur contribution à la réconciliation nationale

L'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) a organisé lundi 3 septembre 2012 à Tortiya, ville située à 516 km au Nord d'Abidjan, un atelier de sensibilisation destiné aux leaders d'opinion. Cet atelier a porté sur le thème: « les chefs traditionnels, les femmes et les jeunes de Tortiya face aux défis d'une paix durable ». Le Sous-préfet et le maire de Tortiya ont rehaussé de leur présence ces travaux au cours desquels, une centaine de participants dont les chefs de communautés, les leaders des femmes et des jeunes ainsi que les chasseurs traditionnels de cette localité située dans le département de Niakaramadougou ont contribué. Présentant les objectifs de cette rencontre, M.Mohamed Eissa de la Division des Droits de l'homme a indiqué qu'elle était un cadre d'échanges pour que les participants aient une meilleure compréhension de la contribution de l'ONUCI dans le processus de sortie de crise. L'atelier permettant également de renforcer les capacités des leaders d'opinion en matière de la promotion de la culture de la paix, de la cohésion sociale et de la réconciliation nationale. Le maire de la commune, M.Sekongo Siaka a encouragé ses administrés et les participants à suivre avec intérêt



ce qui serait partagé afin d'en être des relais fidèles. Pour sa part, le Sous-préfet de la ville, M. Yapi N'guessan Patrick faisant référence aux derniers événements sociopolitiques a estimé qu'il était nécessaire d'œuvrer à l'établissement de relations harmonieuses entre tous les habitants de la Côte d'Ivoire et à l'instauration d'une paix durable. Il a également souligné l'importance pour chacun de s'investir dans la recherche permanente d'une paix durable. Parmi les préoccupations soulevées, celles liées aux conflits entre agriculteurs et éleveurs, la question de leadership au niveau de la chefferie traditionnelle, de l'appui aux collectivités féminines dans la réalisation des activités génératrices de revenus, du chômage chez les jeunes, la réhabilitation du collège municipal et la couverture de la zone par ONUCI FM ont été partagées. Cinq communications, qui ont porté sur des thèmes tels « la paix et la cohésion sociale à l'épreuve des rumeurs », « le renforcement de la cohésion sociale pour une sortie de crise réussie », « la promotion et la protection des droits de l'homme », « la place de la justice dans le processus de réconciliation nationale » et « protection des droits de l'enfant », ont permis des échanges fructueux avec les participants.

## • Les populations de Djebonoua s'inscrivent dans la dynamique de paix

Les populations de Djebonoua (326 Km au nord d'Abidjan) ont démontré leur engagement à œuvrer pour la paix et la réconciliation lors la finale du tournoi de football maracana organisé par l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), mardi 4 sep-



tembre 2012. La place publique de Djebonoua a été prise d'assaut par des hommes et femmes de tous âges et d'origines qui ont suivi avec enthousiasme le match qui a opposé Konzo FC et Sessekro FC, du nom des deux villages finalistes. Cette activité entre dans le

cadre de l'appui des autorités et de la population pour la consolidation de la paix, la promotion de la cohésion sociale et la réconciliation nationale. Mme Atta Akua Claude Olga, chef des services administratifs de la mairie, a au nom du maire de la commune, invité la population à voir en cette initiative de l'ONUCI « une occasion pouvant leur permettre de briser les barrières qui existent entre elles ». Elle a rappelé que les objectifs de l'ONUCI ont toujours visés le bien être des populations. Quant à M. Kassimi Bamba, de la division des Affaires Politiques, qui conduisait la délégation de l'ONUCI, il a invité la population à fédérer tous leurs efforts et toutes leurs énergies pour le retour de la paix définitive à Djebonoua et partout en Côte d'Ivoire. Il a également rassuré le public quant à l'engagement de l'ONUCI à demeurer aux côtés de la Côte d'Ivoire pour le retour de la stabilité. Pour sa part, le Député de la commune, l'honorable Yao kouakou Bernard a lancé un vibrant appel au pardon et au dialogue à l'endroit des populations. On retient sur le plan sportif que l'équipe du village de Sessekro a eu raison de celle de Konzo par six buts à cinq, à l'épreuve des tirs aux buts. Un match de gala féminin qui a précédé la finale a permis à l'Union communale des femmes, qui avait constitué deux équipes, de démontrer les talents cachés de ses membres qui ont livré un spectacle impressionnant.

## 4 Messages de paix...

**Mme Atta Akua Claude Olga, chef des services administratifs de la mairie (Tournoi de maracana de l'ONUCI à Djebonoua)**

« A travers ses différentes actions, l'ONUCI œuvre pour le bien être physique, moral, spirituel et matériel des populations. Partout elle cherche à créer une atmosphère où rime l'union, la paix et la cohésion sociale »

**Député Yao kouakou Bernard (Tournoi de Maracana de Djebonoua initié par l'ONUCI)**

« Le dialogue est l'arme des forts. Il faut toujours aller au dialogue. Anticipons les conflits en dialoguant, car sans la paix on ne peut rien faire », a-t-il indiqué non sans recommander à tous les ivoiriens d'avoir un esprit de paix et de réconciliation pour que la Côte d'Ivoire retrouve la paix et la stabilité »

## 5 Situation post-crise :

**La sortie de crise en Côte d'Ivoire requiert la contribution de toutes les composantes de la population, tous les secteurs d'activités, de différents acteurs et partenaires nationaux et internationaux. Quelles est la situation des Droits de l'homme, l'appui de l'ONUCI pour son respect ? Dans Onuci Hebdo numéro 80, le sujet traité a été la justice transitionnelle et l'implication de l'ONUCI. Dans ce numéro, un point général est proposé aux lecteurs. Explications.**

Plus d'un an après la crise postélectorale et malgré quelques avancées notables en matière de justice transitionnelle avec la mise en place de divers mécanismes judiciaires et non judiciaires tels que la Cellule Spéciale d'Enquête, la Commission dialogue vérité et réconciliation (CDVR), la Commission nationale d'enquête (CNE), de nombreux défis demeurent sur le plan de la réconciliation nationale, de la lutte contre l'impunité ainsi que sur le plan de la sécurité. La situation sécuritaire s'est particulièrement aggravée durant les mois de juillet et d'août 2012 pendant lesquels de multiples attaques à mains armées, par des groupes armés contre des camps et positions des Forces républicaines de Côte d'Ivoire (FRCI) à Abidjan et dans plusieurs localités du pays, ont été enregistrées. Suite à ces attaques, les FRCI ont mené plusieurs opérations de recherche des personnes impliquées ainsi que des caches d'armes. Au cours de ces opérations, des personnes soupçonnées d'avoir participé à ces attaques ou de préparer un complot contre la sûreté de l'Etat ont été interpellées et détenues, souvent en violation des procédures légales et au-delà de la période légale de garde à vue (48 heures). En effet, l'article 137 du Code de procédure pénale ivoirien, modifié par la Loi N° 96-673 du 29/08/1996, dispose que la liberté est de droit et la détention préventive une mesure exceptionnelle. Ainsi, si, pour les nécessités de l'enquête, l'officier de police judiciaire est amené à garder à sa disposition une ou plusieurs personnes contre lesquelles existent des indices de culpabilité, il ne peut les retenir plus de quarante-huit heures. Cependant, le Procureur de la République peut accorder l'autorisation de prolonger la garde à vue d'un nouveau délai de quarante-huit heures (Art 76). Face à ces arrestations, la Division des Droits de l'Homme (DDH) de l'Opération des Nations Unies Côte d'Ivoire (ONUCI), conformément à son mandat de promotion et de protection des droits de l'homme en Côte d'Ivoire, attire l'attention des autori-

tés compétentes sur la nécessité de respecter les procédures légales et les standards internationaux liés à l'arrestation et à la détention. A cet effet, elle organise des ateliers de formation sur les principes des droits de l'homme applicables à l'arrestation et à la détention en vue d'amener les Officiers de Police Judiciaire (OPJ) de la Gendarmerie et de la Police à se conformer à ces principes. Ainsi, la DDH a formé pendant la période de juillet à août 2012 plus de 400 officiers et sous-officiers de la Police et de la Gendarmerie provenant des commissariats et brigades de gendarmerie d'Abidjan et de quelques localités de l'ouest (Duekoué, Bloléquin, Guiglo, Toulepleu) sur les droits de l'homme. Ces activités s'inscrivent dans le cadre du Projet d'Appui au rétablissement de la sécurité, de l'autorité de l'Etat et de la cohésion sociale en Côte d'Ivoire qui est un projet conjoint ONUCI-Agences du Système des Nations Unies (SNU), financé par le Fond de consolidation de la paix des Nations Unies. Toujours dans l'optique d'amener les forces militaires et paramilitaires (FRCI, Police, Gendarmerie, Eaux et Forêt, Douane), à un meilleur respect de l'Etat de droit et des droits de l'homme, le Système des Nations Unies (Onuci et Agences) en collaboration avec des ONGs nationales et internationales ont initié dès novembre 2011, à la demande de l'Etat Major des Forces Armées, une formation aux droits de l'homme, à l'Etat de droit et à la protection des groupes vulnérables au profit de ces différents corps sur l'ensemble du territoire national, notamment à Abidjan, San-Pedro, Daloa, Man, Guiglo, Duekoué et Bouaké. Un autre projet similaire, financé par l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) qui vise à former en droits de l'homme une soixantaine de participants provenant de ces différents corps, est mis en œuvre depuis le 6 septembre 2012 ( 6 au 7 septembre ) par la DDH, en collaboration avec le Ministère des Droits de l'Homme et des Libertés Publiques (MDHLP) et la Commission Nationale de la Francophonie (CNF).

## 6 *Portrait : Dja Akissi Danièle,*

*la communication pour aider au retour de la paix en Côte d'Ivoire*

**D**ynamisme, engagement, passion, compétence et professionnalisme sont quelques éléments qui caractérisent Dja Akissi Danièle épouse ZAN, mère de deux jeunes garçons. Titulaire d'une maîtrise en communication obtenue à l'Université de Bouaké, avant de faire partie de la famille onusienne de l'ONUCI et en particulier de la Division de l'Information Publique (PIO), a assuré des vacances dans certaines grandes écoles à Yamoussoukro et a servi comme superviseur de site à International Rescue Comittee (IRC) entre 2005-2007 sur les programmes Protection et Retour et Réintégration à Man. Elle intègre l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) en avril 2010 en qualité d'assistante à l'information au sein de PIO en poste à Odienné. Loin de son village natal Bodokro dans la région de Bouaké, Danièle Zan s'est fixé comme objectif principal de soutenir et encourager les populations des régions du Kabadougou, Folon et Bafing qui font partie de sa zone de compétence, à une réconciliation vraie et sincère pour une paix durable. Les nombreuses activités de sensibili-

sation, de plaider à l'endroit des autorités locales et des populations cibles qu'elle initie ou qu'elle soutient lui offre la possibilité au-delà de l'écoute, de contribuer directement à la sortie de crise. Comme elle aime à le dire : « la Paix n'a pas de prix, mais la guerre à un prix ». C'est pourquoi dans toutes les activités de sensibilisation auxquelles elle prend une part active, Danièle Zan invite les populations à accepter la réconciliation dans la vérité, la justice et le pardon en respectant les lois et les institutions de la République de Côte d'Ivoire.



## 7 *L'image de la semaine*



ONUCI

Avançons sur la route de la paix

CÔTE D'IVOIRE

## 8 Sur ONUCI FM ...

**O**NUCI FM dont l'objectif premier est d'informer les populations de Côte d'Ivoire dans le sens de la paix et de la réconciliation nationale, vous offre tous les jours, des tranches d'information, une édition complète du journal à 07h, 8h, 12h et 18h et des brèves toutes les heures à partir de 9h. Du lundi au vendredi retrouvez également à 7h à 12h, en direct sur nos antennes, le 7-12 votre espace d'informations et de divertissement en direct. La radio de la paix vous propose également de suivre des reportages et des magazines sur la société, la santé, la culture et le sport.

Le lundi 10 septembre, la fréquence de la paix revient sur la journée internationale de l'alphabétisation. A 07h40, ONUCI FM ACTION vous présente l'ONG FEMMES EN ACTION de Côte d'Ivoire qui œuvre à l'alphabétisation et à la formation des femmes et jeunes filles en zone rurale.

Le mardi 11 septembre, à 07h40, ONUCI FM ACTION vous propose d'en savoir davantage sur la LIGUE NATIONALE DES ALLIANCES interethniques de Côte d'Ivoire. A 20h00, RACINES & RETRO, votre magazine de divertissement vous plongera dans le passé avec la musique ivoirienne et africaine des années 60 à 90.

Le mercredi 12 septembre, à 07h40, ONUCI FM REPORTAGE vous conduit dans le département de TIAPOUM où la réconciliation et la paix sont de retour après les élections législatives. A 14h30, ESPACE ENFANT vous

offrira un menu varié pour les tout-petits. A 15h00, Faites le plein de musique et d'information sur la musique Reggae dans REGGAETIME.

Le jeudi 13 septembre, à 07h40, ONUCI FM REPORTAGE vous invite à la découverte de l'Atelier d'Application et de Production (AAP) d'ODIENNE. A 9h10, voyagez à travers le temps et abordez l'histoire de la Côte d'Ivoire dans HISTOIRE D'ICI. Le vendredi 14 septembre, la fréquence de la paix célèbre la journée internationale de la démocratie. A 07h40, ONUCI FM REPORTAGE s'intéresse au dialogue entre parents et enfants dans un couple. A 20h00, vous avez rendez-vous avec le meilleur de la musique latine dans CALIENTE.

Tous les samedis de 07h à 12h et les dimanches de 08h à 12h en direct de nos studios, suivez « Samedi et dimanche chez vous » qui vous propose plusieurs rubriques pour agrémenter votre week-end. Zik culture, votre rendez-vous de l'actualité des arts et spectacles vous plonge dans l'univers culturel tous azimuts. A 19h00, Destination Musique passera en revue l'actualité musicale du moment.

Le dimanche de 16 à 18h, Dimanche Sport fera le point de l'actualité sportive ivoirienne, africaine et internationale. A 17h00, Sans Frontière, votre magazine de voyage et de découverte vous permettra de mieux connaître les sites touristiques, la gastronomie, la musique et culture d'un pays.

### RESOLUTION 1820 DU CONSEIL DE SECURITE DES NATIONS UNIES

## LA VIOLENCE SEXUELLE CONSTITUE UNE MENACE POUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ INTERNATIONALE

Ensemble disons **NON!**  
à l'impunité des auteurs d'actes de violences sexuelles

#### FRÉQUENCES ONUCI FM

ABENGOUROU 94.7 • ABIDJAN 96.0 • ADZOPE 96.0 • BANGOLO 91.1 • BONDOUKOU 100.1 • BOUAKÉ 95.3 • BOUNA 102.8  
BOUNDIALI 90.0 • DABAKALA 93.9 DALOA 91.4 • DANANÉ 97.6 DAOUKRO 94.7 • DUEKOUÉ 91.1  
FERKESSEDOUGOU • 104.4 • GAGNOA 91.4 • GUIGLO 93.7 • KORHOGO 95.3 MAN 95.3 • ODIENNÉ 101.1 • SAN-PEDRO 106.3  
SEGUELA 101.8 TABOU 95.3 • TOULEPLEU 93.7 • YAMOUSSOUKRO 94.4 • ZUENOULA 95.3

Visitez notre site web : [www.onuci.org](http://www.onuci.org) — Adresse twitter ONUCI : @ONUCINFO

Directeur de publication :  
Redacteur en chef :  
Redaction graphique :  
Crédit photos :

Sylvie Van Den Wildenberg  
Eliane Hervo-Akendengué  
Jean Brice N'Doli  
Patricia Esteve, Basile Zoma et PIO Bureaux terrains

**ONUCI** hebdo  
Volume 1 • ONUCIhebdo